



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 08 janvier 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Contentieux douaniers: coordination et coopération entre les Douanes et la Justice thème d'une rencontre à Alger



Le développement de la coordination et de la coopération entre les Douanes et le secteur de la Justice a été au centre d'une rencontre nationale organisée, samedi à Alger, consacrée essentiellement à l'examen des contentieux douaniers dans leur volet relatif à la poursuite judiciaire et à l'application des décisions de justice pour parvenir aux meilleurs moyens de lutte contre le crime économique.



Rencontre nationale Justice-Douanes, lutte contre les Crimes économiques : Pour plus d'efficacité sur le terrain

Le ministre des Finances salue les efforts déployés par les services des Douanes dans la protection de l'économie nationale des différents crimes et met en avant la coopération entre la justice et l'administration douanière, soulignant que la rencontre nationale Douane-Justice organisée, hier, par les Douanes algériennes, en est l'exemple d'une coordination exemplaire.



Récupération des biens et capitaux détournés : Des fonds supplémentaires pour l'économie

La récupération de ces fonds contribuera selon des spécialistes, de manière significative, à la promotion et au développement de l'économie nationale, et alimentera la trésorerie de l'Etat avec des sommes importantes et des capacités à même de consolider la voie de la construction de l'Algérie Nouvelle.



Lancement des réformes en 2023 : Conjoncture favorable pour L'Algérie

L'expert en économie, Hamza Boughadi, estime que «l'Algérie est en bien meilleure position pour lancer des réformes en 2023». Selon lui, tous les facteurs actuels vont permettre de donner une nouvelle dynamique à l'économie nationale.



L'impôt n'est pas levé de manière optimale : Des niches fiscales négligées

Le nombre de personnes qui se sont acquittées de leurs impôts sur la fortune ne dépasse pas 67. Le Système fiscal algérien suit-il l'évolution de l'économie nationale et les défis induits par les transformations structurelles en phase?



Plusieurs secteurs ont lancé des concours en ce début d'année : On recrute à tour de bras

La LF 2023 prévoit l'ouverture de quelque 60000 emplois dans le secteur public. À cela, il faut ajouter ceux qui devraient voir le jour dans le secteur privé à la faveur des mesures incitatives prises par l'État.



Il clôt la 1ère semaine de 2023 sous 80 dollars : Le baril joue au yo-yo

Les cours de l'or noir ont connu leur pire début de décennie en plus de 30 ans, chutant de plus de 9% au cours des deux premiers jours de négociation, les 3 et 4 janvier 2023.



Rencontre justice-Douanes : Coordonner la lutte contre la «délinquance économique»+



Le ministère de la Justice et la Direction générale des Douanes ont organisé, ce samedi à Alger, une rencontre nationale en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, du premier président de la Cour suprême, du médiateur de la République et du secrétaire général du ministère de la Justice.

Kassali souligne le rôle des douanes dans la protection de l'économie nationale et des délits douaniers : Coopération entre les douanes et le secteur de la justice

Une rencontre nationale s'est tenue ce samedi sous le thème « Le développement de la coordination et de la coopération entre les douanes et le secteur de la justice » en présence du ministre des finances, Ibrahim Djamel Kassali, et du secrétaire général du ministère algérien de la justice, Mohamed Ragaz, ainsi que du directeur général des douanes, Noureddine Khaldi, ainsi que du premier président de la Cour suprême, Taher Mamouni.



Contentieux douanier : coordination et coopération entre la Douane et la Justice au coeur d'une rencontre à Alger

Le développement de la coordination et de la coopération entre la douane et le secteur de la justice était au centre d'une rencontre nationale organisée samedi à Alger, consacrée principalement à l'examen des contentieux douaniers dans leur aspect lié aux procédures judiciaires et à l'exécution des décisions de justice afin de trouver les meilleurs moyens de lutter contre la criminalité économique.



Un rapport équilibré ?

Si l'année 2022 a été assez bonne pour l'économie nationale, 2023 sera bien meilleure compte tenu de la concrétisation attendue de nombreuses actions mises sur orbite l'année dernière, dont le nouveau code d'investissement sur lequel repose l'espoir de booster la part du secteur privé, en tant que principal moteur de la diversification économique.



منازعات جمركية : التنسيق والتعاون بين الجمارك و العدالة محور لقاء بالعاصمة

شكل تطوير التنسيق والتعاون بين الجمارك و قطاع العدالة محور لقاء وطني, عقد اليوم السبت بالجزائر العاصمة, خصص أساسا لبحث المنازعات الجمركية في شقها المتعلق بالمتابعة القضائية وتنفيذ الاحكام القضائية للوصول الى أفضل السبل لمكافحة الجريمة الاقتصادية.

مصالح الحفظ العقاري والبطاقات الرمادية من الآليات المتاحة.. خبراء لـ"المساء":

"الرقمنة" لتطبيق الضريبة على الثروة

* وزارة المالية: المرسوم التطبيقي المتعلق بالضريبة على الثروة جاهز

* الضريبة على الثروة محل استفسار النواب عند تسوية ميزانية 2020

أكد إطار بوزارة المالية، عزم السلطات العمومية على تطبيق الضريبة على الثروة بداية من السنة الجارية، مشيرين إلى أن المرسوم التطبيقي المتعلق بهذا الإجراء جاهز، هذا فيما أكد نواب وخبراء في الضرائب، إمكانية الشروع في الإخضاع الضريبي "الجزئي"، بالاعتماد على ما هو متاح حاليا لإحصاء الثروة، ومنها معطيات محافظات الحفظ والمسح العقاري ومديريات الشؤون العامة والتنظيم التي لديها قائمة البطاقات الرمادية لجميع أنواع المركبات، مجمعين على أن رقمنة مصالح المالية وطنيا وهي السبيل الوحيد لترجمة التقييم الفعلي لمؤشرات الثراء وإحصاء الثروة.



وزير المالية ينزل إلى البرلمان لتسوية ميزانية 2020

25مليارا.. ضريبة الثروة المحصلة في سنة كاملة!

تستقبل لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني وزير المالية جمال إبراهيم كسالي، الإثنين، لمناقشة تقرير مجلس المحاسبة حول المشروع التمهيدي لقانون تسوية الميزانية لسنة 2020.



التنسيق والتعاون بين الجمارك والعدالة لمكافحة الجريمة الاقتصادية محور لقاء وطني بالعاصمة

شكل تطوير التنسيق والتعاون بين الجمارك وقطاع العدالة محور لقاء وطني، عقد هذا السبت بالجزائر العاصمة، خصص أساسا لبحث المنازعات الجمركية في شقها المتعلق بالمتابعة القضائية وتنفيذ الأحكام القضائية للوصول إلى أفضل السبل لمكافحة الجريمة الاقتصادية.

خالدي: تربط الجمارك والعدالة وطيدة

قال المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، إن الأخيرة تربطها علاقة وطيدة مع العدالة. “لكون الجمارك في تنسيق دائم مع العدالة”. و”هو ضرورة حتمية للتعاون المؤسساتي وتبادل الخبرات بين قطاعات الدولة.”

COOPÉRATION DOUANES-JUSTICE

Pour protéger l'économie nationale

L'administration de la douane et les services de la justice conjuguent leurs efforts pour lutter contre le crime économique. La rencontre «Douanes-Justice» tenue hier samedi, à Alger, s'est axée sur le contentieux dans sa partie relative à la poursuite judiciaire et à l'exécution des décisions judiciaires.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le directeur général des Douanes algériennes, Khaldi Noureddine, plaide pour l'accélération du traitement des affaires pendantes en justice. Une démarche qui permettra, selon lui, d'apurer les tiroirs de l'administration de la douane.

L'exécution des jugements rendus permettra également d'alléger les services des impôts, notamment en ce qui concerne les marchandises périssables très vite», a-t-il dit en marge de la rencontre «Douanes-Justice», organisée hier, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger.

Notant le rôle important de la douane et tous ses efforts pour protéger l'économie nationale, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a approuvé la coopération entre la justice et la Direction générale des douanes.

Pour lui, la rencontre «Douanes-Justice» est un exemple de l'esprit de coopération et de coordination qui caractérise la relation entre les deux institutions.

Il souhaite, d'ailleurs, d'autres rencontres régionales et locales à l'avenir dans le but de «consacrer le lien entre les deux parties pour une meilleure coordination, afin de lutter contre le crime économique et préserver les intérêts du Trésor public», dit-il.

De son côté, le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Regaz, affirme que la douane est un «partenaire effectif» du secteur de la justice dans la protection de l'économie nationale, et ce, à travers la lutte contre la contrebande, le blanchiment d'argent et le trafic des stupéfiants.

Il estime, à cet effet, que «l'efficacité de l'appareil judiciaire



dans le traitement des contentieux dépend en grande partie de la collaboration entre la douane et la justice».

Le même responsable insiste, par contre, sur le recours aux nouvelles technologies et la numérisation de l'administration des douanes. Cette modernisation des méthodes de travail permettra, selon lui, de «protéger notre économie de toutes les pratiques contraires à la législation et

à la réglementation en vue d'améliorer le climat de l'investissement, et de lutter contre toutes les formes du crime économique».

Inscrite dans le cadre de la coopération institutionnelle et de l'échange d'expériences entre les différents secteurs du pays, la rencontre nationale «Douanes-Justice» est l'aboutissement d'une série de rencontres ayant réuni les deux secteurs au cours des années 2021

et 2022. Des rencontres qui ont permis «de traiter de nombreux dossiers et d'obtenir des résultats positifs dans la lutte contre la fraude douanière», assure le DG des Douanes algériennes. Les participants se sont attelés, hier, à un certain nombre de questions telles que les stupéfiants et les psychotropes ainsi que la problématique liée aux saisies.

Ry. N.

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

L'optimisme conditionné de la Banque mondiale

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les perspectives économiques de l'Algérie établies par des institutions qui n'ont pas pour habitude de faire dans la complaisance, tels le FMI et la Banque mondiale, illustrent plus d'optimisme que lorsque ces mêmes perspectives émanent d'autres institutions aussi bien locales qu'étrangères. Du moins pour ce qui concerne les perspectives pour cette année qui commence et celle qui la suivra.

Bien entendu, la situation économique que traverse le pays, tout autant que dans le reste du monde, n'est pas des plus commodes à gérer mais, comme le constate la Banque mondiale dans son tout dernier rapport de suivi sur l'économie algérienne, publié jeudi dernier, l'optimisme doit être de rigueur eu égard à ce qui a été relevé comme «bons points» durant l'exercice 2022 marqué par la poursuite du redressement de l'économie algérienne. «L'économie algérienne a poursuivi sa reprise au premier semestre 2022, tirée par un retour de la production pétrolière aux niveaux d'avant la pandémie et une poursuite de la reprise du secteur des services ainsi qu'une activité agricole plus vigoureuse. La

reprise devrait se poursuivre en 2023, soutenue par le secteur hors hydrocarbures et la croissance des dépenses publiques», selon la dernière édition du rapport de suivi de la Banque mondiale.

Le constat établi par l'institution de Bretton Woods stipule que «les soldes extérieurs se sont redressés et ont continué de croître grâce à la hausse des prix mondiaux des hydrocarbures. Après avoir augmenté d'environ 59% au cours des six premiers mois de 2022 et culminé en juin, le prix moyen des exportations algériennes d'hydrocarbures a perdu environ 26% au 3^e trimestre 2022. Les soldes extérieurs ont également été soutenus par une hausse notable des exportations hors hydrocarbures. Les termes de l'échange de l'Algérie se sont également améliorés à mesure que le dinar s'appréciait par rapport au dollar américain et à l'euro». Économiquement arriérée à plusieurs pays parmi les plus grands contributeurs du PIB mondial, du fait de la forte proportion des échanges avec ces pays, l'économie algérienne ne pouvait et ne peut pas s'en sortir sans dommages de la forte poussée inflationniste qui fouette les économies occidentales. L'économie algérienne a bien poursuivi son redressement «pourant, l'inflation est restée élevée — 9,4% en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2022 — notamment en raison de la hausse mondiale des prix alimentaires (qui ont augmenté de 13,6% en



Algérie), les ménages les plus pauvres étant les plus touchés ».

Afin de juguler le phénomène de l'inflation, «les autorités ont réagi en intensifiant les mesures de protection du pouvoir d'achat, principalement en augmentant les salaires de la fonction publique, en introduisant des allocations de chômage pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi et en renforçant les subventions aux produits alimentaires de base», constate la Banque mondiale, avant d'avertir que les dépenses engagées en guise de mesures sociales anti-inflation pourraient «entraîner des difficultés à moyen terme si les prix mondiaux du pétrole chutent, réduisant ainsi les recettes publiques». À partir de là, l'institution suggère que «les réformes structurelles décrites dans le plan d'action du gouvernement pour promouvoir les investisse-

ments du secteur privé seront essentielles pour créer des emplois». À ce titre, Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, estime que «la mise en œuvre des mesures du plan d'action du gouvernement pour accroître la mobilisation des recettes fiscales, utiliser plus efficacement les ressources publiques et promouvoir les investissements du secteur privé, est essentielle pour relever les défis mondiaux en toute sécurité et mettre l'Algérie sur la voie d'une croissance durable et inclusive».

Comme dans tous ses rapports, à l'instar de ceux de toutes les institutions d'ici et d'ailleurs, et eu égard à la structure de l'économie algérienne, la Banque mondiale ne manque pas de prévenir que «les perspectives macroéconomiques restent vulnérables aux fluctuations des prix mon-

diaux des hydrocarbures». Le salut de l'économie algérienne passe par «le secteur privé hors hydrocarbures (qui) doit devenir le moteur de la croissance algérienne et de la diversification de l'économie». Pour ce faire, l'Algérie doit poursuivre la mise en œuvre des programmes gouvernementaux de réformes structurelles, la création d'une plus grande ouverture au secteur privé, l'amélioration de la compétitivité de l'économie et le renforcement de l'investissement dans le capital humain. Conditions essentielles «à l'épanouissement et à la résilience de l'économie algérienne. Sur ce, la Banque mondiale prévoit une croissance de l'économie algérienne de 2,3% en 2023 et 1,8 en 2024 et atteindrait en valeur 197,9 milliards de dollars en 2023 et 193,2 milliards de dollars en 2024.

Azedine Maktour

RENCONTRE NATIONALE « DOUANES-JUSTICE »

Pour un contrôle moderne et constitutionnel

Le secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Zeggar, a déclaré hier en marge de la rencontre nationale « Douanes-Justice », dans le cadre d'échanges d'expériences entre les deux secteurs, laquelle s'est tenue dans la matinée à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, que « les travailleurs du secteur des douanes jouent un rôle primordial dans la protection de l'économie nationale, contre les pratiques frauduleuses », appelant les douanes à utiliser « les moyens modernes et flexibles », à cet égard. Le porte-parole du ministère a souligné que l'organisation de cette rencontre scientifique, en présence de magistrats et douaniers, a pour objectif de réformer la coopération institutionnelle. « Nous apprécions ces rencontres périodiques et régionales entre magistrats et douaniers pour s'informer des problèmes et de leur traitement à travers différentes recommandations », a ajouté Zeggar, tout en souhaitant que « des solutions appropriées existent, notamment en matière de contentieux douanier, parallèlement à la carrière professionnelle du magistrat ». L'intervenant a poursuivi son discours, considérant le service des douanes comme « un partenaire important dans la lutte contre les crimes qui menacent l'économie nationale, par la collaboration avec les instances judiciaires, en traduisant les criminels en justice dans le respect d'un procès équitable ». Par ailleurs, les Douanes ont lancé une campagne médiatique de sensibilisa-

tion visant à promouvoir la procédure de rapprochement douanier, et à informer les opérateurs économiques et les citoyens faisant objet d'infractions douanières, quant à la possibilité de régler leur contentieux à l'amiable et par voie de conciliation. Et selon un communiqué émanant du service des Douanes, cette procédure s'inscrit dans le cadre de la mission fiscale relevant de l'administration douanière. « Les recettes douanières sont une source importante de recettes du Trésor public. À cet effet, les services des Douanes sont appelés à garantir le suivi du recouvrement pour tous les types de créances, et de faire preuve d'efficacité à cet égard, ce qui a fait de la sécurisation des revenus le premier objectif du Plan stratégique 2022-2024 », lit-on dans le document. Pour sa part, le directeur général des douanes, Noureddine Khaldi, a indiqué que ce dernier entretient des rela-

tions étroites avec la justice. « Les douanes sont en coordination constante avec la justice, une nécessité inévitable pour la coopération institutionnelle et l'échange d'expériences entre les secteurs de l'État ». Khaldi a également indiqué que dans ce contexte, « de nombreuses rencontres et forums ont été organisés durant les années 2021 et 2022, ce qui a donné de nombreux résultats positifs qui ont permis de surmonter les obstacles et à gérer plusieurs dossiers ». Le DG a expliqué dans son allocution que le but de ces réunions est de « chercher une solution à de nombreux problèmes nécessitant un traitement plus approfondi, notamment ceux ayant trait aux substances psychotropes. D'où l'importance de ces réunions afin de résoudre les problèmes restés en suspens relevant conjointement des deux secteurs ».

Hamid Si Ahmed

للتخفيف من العبء الحاصل على قباضات إدارة الجمارك

تنسيق جمركي قضائي لتصفية القضايا العالقة

احترام شروط المحاكمة العادلة". كما أعرب الأمين العام لوزارة العدل عن تطلعه في أن يفضي هذا اللقاء إلى حلول ناجعة للإشكالات والانشغالات التي يفرزها أحيانا النشاط الميداني لجهازي الجمارك لحل المنازعات الجمركية، مبرزا أن الهدف يبقى "الارتقاء بالتنسيق بين الجانبين إلى المستوى المطلوب".

أما المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، فأوضح أن اللقاء يأتي تنويجا لسلسلة من المنتديات والملتقيات التي جمعت جهاز العدالة مع قطاع الجمارك خلال سنتي 2021 و2022 على مستوى المجالس القضائية، مؤكدا أن هذه اللقاءات سمحت "بمعالجة العديد من الملفات وحققنت نتائج جد إيجابية في محاربة الجريمة الجمركية".

كما أكد خالدي أن الملتقى يدرس ويشكل أعرق عددا من المسائل خصوصا تلك المتعلقة بالمخدرات والمؤثرات العقلية والإشكالات ذات الصلة بالتكفل بالمحجوزات والتحصيل بصفة عامة. ويحث المشاركون في الملتقى من إطارات بإدارة الجمارك وقضاة المحكمة العليا وممثلين لمختلف الجهات القضائية في جلستين مغلقتين عددا من المواضيع على غرار "ممارسة الدعوى الجمركية" و"جريمة الصرف بين التأطير القانوني والإشكالات العلمية"، إضافة إلى "الإنز بالتصرف في البضائع المحجوزة قبل المحاكمة" وكذا "إشكالات تنفيذ الأحكام والقرارات القضائية في المادة الجمركية".

الوطني وكل ما من شأنه أن يمس به من جرائم مختلفة.

وقال كسالي إن اللقاء "هو مثال على روح التعاون والتنسيق التي تطبع العلاقات بين الجهازين"، معربا عن أمله في عقد لقاءات أخرى مركزية ومحلية قصد "تكريس التواصل الدائم بين الطرفين لتنسيق أفضل في مكافحة الجريمة الاقتصادية والحفاظ على مصالح الخزينة العمومية".

من جهته، أبرز الأمين العام لوزارة العدل، في كلمة ألقاها نيابة عن وزير العدل حافظ الاختتام، أهمية تعزيز الاعتماد على التكنولوجيات الحديثة ورقمنة العمل بإدارة الجمارك، للسماح بـ"حماية اقتصادنا من الممارسات المخالفة للتشريعات والتنظيمات التي وضعتها الدولة، قصد تحسين مناخ الأعمال والاستثمار ومحاربة كل أشكال الجرائم الاقتصادية، وفق السياسة التي رسم معالمها دستور 2020".

وإذ أكد على أن جهاز الجمارك يعد "شريكا فعالا لقطاع العدالة في مجال حماية الاقتصاد الوطني، لاسيما في مكافحة التهريب وتبييض الأموال والاتجار بالمخدرات"، لفت رقاظ إلى دور الضبطية القضائية والأسلاك الأمنية في سيرورة القضايا الجمركية، معتبرا تطوّر أداء القضاء في معالجة قضايا المنازعات الجمركية يعتمد في كثير منه على ما تتجزه "إدارة الجمارك ورجال ونساء الضبطية القضائية من أعمال نوعية تسمح للقضاة بالاستناد إليها في إصدار أحكامهم في ظل

أكد المدير العام للجمارك نور الدين خالدي، أمس، أهمية إيجاد حلول لتصفية كل القضايا العالقة على مستوى الجهات القضائية سواء المحاكم الابتدائية أو المجالس أو حتى على مستوى المحكمة العليا، من أجل تصفية مخازن إدارة الجمارك، والتخفيف من العبء الكبير الموجود على مستوى قباضات إدارة الجمارك، خاصة بالنسبة للبضائع سريعة التلف.

ناصر - ح

اعتبر خالدي خلال لقاء عقد بالعاصمة لبحث المنازعات الجمركية في شقها المتعلق بالمتابعة القضائية وتنفيذ الأحكام القضائية، للوصول إلى أفضل السبل لمكافحة الجريمة الاقتصادية، أن هذا اللقاء الأول من نوعه يعد فرصة هامة لإيجاد الحلول المناسبة لمثل هذه الإشكالات.

وتم خلال اللقاء الذي حضره وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، والأمين العام لوزارة العدل، محمد رقاظ، علاوة على المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، وكذا الرئيس الأول للمحكمة العليا الطاهر ماموني، طرح مسائل تتعلق بتطوير التنسيق والتعاون بين الجمارك وقطاع العدالة، حيث أبرز وزير المالية في مستهل اللقاء، علاقة التعاون القائمة بين جهاز العدالة والمديرية العامة للجمارك، منوها بدور هذه الأخيرة والجهود التي تبذلها في حماية الاقتصاد

تنسيق وتعاون بين الجمارك والعدالة أفضل السبل لمكافحة الجريمة الاقتصادية

ما تنجزه «إدارة الجمارك ورجال ونساء الضبطية القضائية من أعمال نوعية تسمح للقضاة بالاستناد إليها في إصدار أحكامهم في ظل احترام شروط المحاكمة العادلة». كما أعرب عن تطلعه أن يفرض هذا اللقاء إلى حلول ناجمة للإشكالات والأنشغالات التي يفرزها أحيانا النشاط الميداني لجهازي الجمارك لحل المنازعات الجمركية، مبرزا أن الهدف يبقى «الارتقاء بالتنسيق بين الجانبين إلى المستوى المطلوب».

أما المدير العام للجمارك نورالدين خالدي، فأوضح ان هذا اللقاء يأتي تتويجا لسلسلة من المنتديات والملتقيات التي جمعت جهاز العدالة مع قطاع الجمارك خلال سنتي 2021 و 2022 على مستوى المجالس القضائية، مؤكدا أن هذه اللقاءات سمحت «بمعالجة العديد من الملفات وحققنت نتائج جد إيجابية في محاربة الجريمة الجمركية».

وأكد خالدي، أن الملتقى يدرس ويشكل أعمق عددا من المسائل، خصوصا تلك المتعلقة بالمخدرات والمؤثرات العقلية والإشكالات ذات الصلة بالتكفل بالمحجوزات والتحصيل بصفة عامة.

وفي تصريح صحفي أكد المدير العام للجمارك، أنه سيتم الخروج «بحلول لتصفية كل القضايا العالقة على مستوى الجهات القضائية، سواء المحاكم الابتدائية أو المجالس أو حتى على مستوى المحكمة العليا» وهذا «لتصفية كل مخازن إدارة الجمارك بفضل التعجيل بصدور الأحكام القضائية على مستوى مختلف الجهات القضائية».

وأضاف، أن ذلك سيسمح أيضا «بالتخفيف من العبء الكبير الموجود على مستوى قباضات إدارة الجمارك وخاصة بالنسبة للبضائع القابلة للتلف بسرعة».

ويبحث المشاركون وهم إطارات من إدارة الجمارك وقضاة المحكمة العليا وممثلون لمختلف الجهات القضائية وفي جلستين منفصلتين، عددا من المواضيع، على غرار «ممارسة الدعوى الجمركية» و«جريمة الصرف بين التأطير القانوني والإشكالات العلمية».

ويتعلق الأمر كذلك بموضوع «الإنز بالتصرف في البضائع المحجوزة قبل المحاكمة» وكذا «إشكالات تنفيذ الأحكام والقرارات القضائية في المادة الجمركية».

شكل تطوير التنسيق والتعاون بين الجمارك وقطاع العدالة محور لقاء وطني، عقد، أمس، بالجزائر العاصمة، خصص أساسا لبحث المنازعات الجمركية في شقها المتعلق بالمنازعات القضائية وتنفيذ الأحكام القضائية للوصول إلى أفضل السبل لمكافحة الجريمة الاقتصادية.

جرى افتتاح الملتقى بحضور وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، والأمين العام لوزارة العدل محمد رفاذ، علاوة على المدير العام للجمارك نورالدين خالدي، وكذا الرئيس الأول للمحكمة العليا الطاهر ماموني.

خلال تدخله في مستهل هذا اللقاء، الأول من نوعه وطنيا، أبرز وزير المالية علاقة التعاون القائمة بين جهاز العدالة والمديرية العامة للجمارك، منوها بدور هذه الأخيرة والجهود التي تبذلها في حماية الاقتصاد الوطني وكل ما من شأنه أن يمس به من جرائم مختلفة.

وقال كسالي في ذات الصدد، إن اللقاء «هو مثال على روح التعاون والتنسيق التي تطبع العلاقات بين الجهازين»، مبرزا عن أمه أن تكون في المستقبل لقاءات أخرى مركزية ومحلية قصد «تكريس التواصل الدائم بين الطرفين من أجل تنسيق أفضل لمكافحة الجريمة الاقتصادية والحفاظ على مصالح الخزينة العمومية».

من جهته أبرز الأمين العام لوزارة العدل في كلمة له، نيابة عن وزير العدل حافظ الأختام، أهمية تعزيز الاعتماد على التكنولوجيات الحديثة وعصرنة ورقمنة أساليب العمل بإدارة الجمارك وهو ما سيمكن -يقول- من «حماية اقتصادنا من الممارسات المخالفة للتشريعات والتنظيمات التي وضعتها الدولة قصد تحسين مناخ الأعمال والاستثمار ومحاربة كل أشكال الجرائم الاقتصادية والذي رسم معالمه دستور 2020».

وإذ أكد على كون الجمارك «شريكا فعالا» لقطاع العدالة في مجال حماية الاقتصاد الوطني، لاسيما مكافحة التهريب وتبييض الأموال والاتجار بالمخدرات، لفت رفاذ إلى دور الضبطية القضائية والأسلاك الأمنية في سيرورة القضايا الجمركية.

وأضاف المسؤول في ذات السياق، أن تطور أداء القضاء في معالجة قضايا المنازعات الجمركية، يعتمد في كثير منه على

لقاء مشترك بين وزارتي العدل والمالية وإدارة الجمارك

تصفية قريبة للقضايا الجمركية العالقة بالجهات القضائية

ويبحث المشاركون، وهم إطارات من إدارة الجمارك وقضاة المحكمة العليا وممثلون لمختلف الجهات القضائية، وفي جلستين مغلقتين، عددا من المواضيع، على غرار "ممارسة الدعوى الجمركية" و "جريمة الصرف بين التأيير القانوني والإشكالات العلمية". ويتعلق الأمر كذلك بموضوع "الإذن بالتصرف في البضائع المحجوزة قبل المحكمة"، وكذا "إشكالات تنفيذ الأحكام والقرارات القضائية في المادة الجمركية".
ح. أحمد / وأج

من أعمال نوعية تسمح للقضاة بالاستناد إليها في إصدار أحكامهم، في ظل احترام شروط المحاكمة العادلة". كما أعرب عن تطلعه لأن يفضي هذا اللقاء إلى حلول ناجمة للإشكالات والأنشغالات التي يفرزها أحيانا النشاط الميداني لجهاز الجمارك لحل المنازعات الجمركية، مبرزا أن الهدف يبقى "الارتقاء بالتنسيق بين الجانبين إلى المستوى المطلوب". أما المدير العام للجمارك نور الدين خالدي، فأوضح أن هذا اللقاء يأتي تنويفا لسلسلة من المنتديات والملتقيات التي جمعت جهاز العدالة مع قطاع الجمارك خلال سنتي 2021 و 2022 على مستوى المجلس القضائية، مؤكدا أن هذه اللقاءات سمحت بمعالجة العديد من الملفات وحققنت نتائج إيجابية جدا في محاربة الجريمة الجمركية. وأكد خالدي أن الملتقى يدرس وبشكل أعمق عددا من المسائل، خصوصا تلك المتعلقة بالمخدرات والمؤثرات العقلية والإشكالات ذات الصلة بالتكفل بالمحجوزات والتحصيل بصفة عامة.

تصفية كل القضايا القضائية والجمركية العالقة

وفي تصريح صحفي، أكد المدير العام للجمارك أنه سيتم الخروج "بحلول لتصفية كل القضايا العالقة على مستوى الجهات القضائية، سواء المحاكم الابتدائية أو المجالس أو حتى على مستوى المحكمة العليا"، وهذا "لتصفية كل مخازن إدارة الجمارك، بفضل التعجيل بصدور الأحكام القضائية على مستوى مختلف الجهات القضائية"، وأضاف أن ذلك سيسمح أيضا "بالتخفيف من العبء الكبير الموجود على مستوى قباضات إدارة الجمارك، وخاصة بالنسبة للبضائع القابلة للتلف بسرعة".

● بحث مختصون وإطارات سامية لقطاعي العدالة والمالية، في لقاء وطني خصص لبحث المنازعات الجمركية، حلالا لتصفية كل القضايا العالقة على مستوى الجهات القضائية، سواء المحاكم الابتدائية أو المجالس أو حتى على مستوى المحكمة العليا، وهذا لتصفية كل مخازن إدارة الجمارك. وقال وزير المالية إن الحكومة تراهن على علاقة التعاون القائمة بين جهاز العدالة والمديرية العامة للجمارك، منوها بدور هذه الأخيرة والجهود التي تبذلها في حماية الاقتصاد الوطني من كل ما من شأنه أن يمس به من جرائم مختلفة.

وأعرب كسالي عن أمهله في "تكريس التواصل الدائم بين الطرفين من أجل تنسيق أفضل لمكافحة الجريمة الاقتصادية، والحفاظ على مصالح الخزينة العمومية". من جهته، أبرز الأمين العام لوزارة العدل زقار محمد أهمية تعزيز الاعتماد على التكنولوجيات الحديثة وعصرنة ورقمنة أساليب العمل بإدارة الجمارك، من أجل "حماية اقتصادنا من الممارسات المخالفة للتشريعات والتنظيمات التي وضعتها الدولة، قصد تحسين مناخ الأعمال والاستثمار ومحاربة كل أشكال الجرائم الاقتصادية، الذي رسم معالمه دستور 2020". ويحتل جهاز الجمارك، حسب زقار، موقعا هاما ك "شريك فعال" لقطاع العدالة في مجال حماية الاقتصاد الوطني، لا سيما مكافحة التهريب وتبييض الأموال والاتجار بالمخدرات، لافتا إلى دور الضبطية القضائية والأسلاك الأمنية في سيرورة القضايا الجمركية

وشدد المسؤول السامي في وزارة العدل على أن "تطور أداء القضاء في معالجة قضايا المنازعات الجمركية يعتمد في كثير منه على ما تتجزه إدارة الجمارك والضبطية القضائية

Revue de presse du samedi 07 janvier 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Exercice 2023 : remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Un budget de 350 mds DA alloué aux revalorisations salariales de la Fonction publique](#)

Un budget de 350 milliards de dinars (mds DA) a été affecté, dans le cadre de la loi de finances 2023, à la prise en charge des augmentations salariales des travailleurs de la Fonction



[Exercice 2023 : Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels.

**Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels :
Kassali «la LF 2023 n'est pas comme celles des années passées»**



Cette cérémonie a eu lieu au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif-Rahal, en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernés ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.

Finance islamique : Des résultats prometteurs

La finance islamique se développe et les guichets sont de plus en plus nombreux. Le gouvernement compte mener à bon port ce projet très prometteur qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du système financier.



Comptabilité et gestion financière publiques : Les engagements de Kassali

Le nouveau régime budgétaire permettra une gestion plus transparente et efficace de ces affectations. La philosophie économique de l'Algérie est en phase de changement radical. Une manière d'affirmer, pour les experts et les économistes nationaux, que les changements de paradigmes en profondeur dans la sphère économique nationale sont une réalité palpable.



Laâziz Faïd, directeur général du budget, à propos des revalorisations des salaires : «Versées en mars avec effet rétroactif»

La révision des points indiciaires, consacrera une revue à la hausse de 75 points en 2023 et 75 autres en 2024. Les revalorisations salariales promises par le président de la République, «seront versées dès le mois de mars prochain avec effet rétroactif à partir de janvier 2023», a affirmé, jeudi, le directeur général du budget au ministère des Finances, Laâziz Faïd, en marge de la cérémonie de remise des affectations budgétaires au titre de l'année 2023/2024.



Un budget de 350 mds DA alloué aux revalorisations salariales

Un budget de 350 milliards de dinars (mds DA) a été affecté, dans le cadre de la loi de finances 2023, à la prise en charge des augmentations salariales des travailleurs de la Fonction publique, a indiqué, aujourd'hui à Alger, le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed.



Loi de finances 2023 : La production et la productivité doivent augmenter

La balance commerciale devrait enregistrer un excédent de 9,4 milliards de dollars en 2023, et la balance des paiements devrait enregistrer un excédent de 5,7 milliards de dollars. Toute loi de finances est un document comptable retraçant annuellement, en statique, les recettes et les dépenses de l'État, devant l'insérer dans le cadre d'une planification stratégique et dont les équilibres seront fonction fondamentalement de l'évolution du cours des hydrocarbures, du volume exporté et de la croissance de l'économie mondiale en 2023.

Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique en Algérie

«Le redressement se poursuivra en 2023»

La BM met en garde contre les conséquences de la hausse du niveau des dépenses publiques.

Le dernier numéro du rapport sur la situation économique en Algérie, publié, jeudi, par la Banque mondiale, note «la poursuite» de redressement de l'économie algérienne en 2023. Cette tendance est soutenue par la croissance des dépenses publiques et le secteur hors hydrocarbures.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS : Les affectations financières au titre de 2023 allouées



« La remise des documents de la programmation préliminaire des affectations, auxquels sont jointes des décisions de notification des affectations financières des dépenses d'investissement pour l'exercice 2023, vient après la publication de la LF 2023 et son adoption par le type +Programmes+ », a déclaré, jeudi, à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, dans son allocution lors de la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels.

Finances : 350 milliards de dinars affectés aux revalorisations salariales

Un budget conséquent, de 350 milliards de dinars a été affecté à la prise en charge de ces augmentations de salaires, dans le cadre de la loi de finances 2023, à la prise en charge des augmentations salariales des travailleurs de la Fonction publique, selon le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed.

Solvabilité des banques : Un gage d'amélioration de la liquidité bancaire

«Un ratio de transformation très élevé détériore la liquidité des banques algériennes mesurée par la liquidité d'actifs, mais n'a aucun effet sur la rentabilité bancaire», affirment DerrardjaNazil, ZaidHizia, de l'École nationale supérieure de statique et d'économie.



KASSALI préside la remise des budgets aux départements ministériels : Les dépenses publiques sous la loupe



La remise DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES POUR LES MINISTÈRES S'EFFECTUAIT D'HABITUDE AUX MOIS DE FÉVRIER OU MARS, voire après. Désormais, la règle a changé sinon notablement évolué puisque ces derniers ont reçu, jeudi dernier, leurs affectations. Une première !



Fonction publique : Les augmentations en mars avec effet rétroactif

L'augmentation des salaires décidée au profit des travailleurs de la Fonction publique prendra effet le mois de mars avec effet rétroactif à partir de janvier, conformément aux instructions du président de la République. C'est ce qu'a fait savoir, jeudi dernier, le directeur général du budget au ministère des Finances. Abdelaziz Fayed a précisé que cette hausse des salaires des fonctionnaires a engendré une incidence financière de 350 milliards de dinars, un budget consacré dans le cadre de la loi de finances au titre de l'exercice 2023.



Prévisions de la Banque mondiale : L'économie algérienne poursuivra sa reprise

Dans son dernier rapport sur le suivi de la situation économique de l'Algérie, publié jeudi dernier, la Banque mondiale estime que l'économie algérienne devrait poursuivre sa reprise en 2023, grâce au secteur hors hydrocarbures et les dépenses publiques. Intitulé «Maintenir le cap pour assurer la transition économique», le rapport de la Banque mondiale affirme que la croissance attendue de 2,3% en 2023 «serait soutenue par la reprise complète du secteur des services et le rebond de l'activité agricole», alors que «les secteurs industriels et de la construction bénéficieraient de la hausse de l'investissement public».



Loi de Finances 2023 : Un budget de 350 mds DA alloué aux revalorisations salariales de la Fonction publique (DGB)

Un budget de 350 milliards de dinars (mds DA) a été affecté, dans le cadre de la loi de finances 2023, à la prise en charge des augmentations salariales des travailleurs de la Fonction publique, a indiqué jeudi à Alger, le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed.

Le budget des subventions s'élève à 640 mds DA en 2023

Affectations budgétaires allouées au titre de la loi de Finances 2023. 50 portefeuilles de programmes ont été distribués, dont 33 destinés aux ministères et 17 aux établissements et instances publics », a indiqué, jeudi dernier, le directeur général du Budget au ministère des Finances, Abdelaziz Fayed, en marge de la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de Finances 2023 aux différents départements ministériels.



Exercice 2023 : Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels



Il a été procédé à la remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels, à la première semaine du mois de janvier, ce jeudi, lors d'une cérémonie présidée par le ministre des Finances.

Le budget affecté aux augmentations des salaires et la date de leur versement dévoilés

Un important budget a été affecté, dans le cadre de la loi de finances 2023, à la prise en charge des augmentations salariales des travailleurs de la fonction publique.



السنة المالية 2023 : كسالى يشرف على تسليم الاعتمادات الميزانية لمختلف الدوائر الوزارية



أشرف وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، يوم الخميس بالجزائر العاصمة، على مراسم تسليم الاعتمادات المالية، المخصصة بموجب قانون المالية 2023، لمختلف الدوائر الوزارية.

كسالي يسلم الاعتمادات الميزانية لمختلف الدوائر الوزارية

سلم وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، اليوم الخميس، الاعتمادات المالية المخصصة بموجب قانون المالية 2023، لمختلف الدوائر الوزارية. جرت مراسم تسليم الاعتمادات الميزانية المقررة في قانون المالية 2023، المؤسس لأول ميزانية قائمة على البرامج والأداء، بالمركز الدولي للمؤتمرات (عبد اللطيف رحال)، بحضور الأمناء العامين والأميرين بالصرف لمختلف القطاعات الوزارية والإدارات العمومية المعنية، وكذا مدراء مركزيين بالوزارة والرؤساء المدراء العامين للمؤسسات العمومية وأعضاء من المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة.



قال إنها انطلاقاً لتنفيذ القانون العضوي لقوانين المالية.. كسالي:

السنة المالية 2023 مختلفة عن سابقتها

أبرز وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، أن السنة المالية 2023 ليست كسابقاتها كونها بداية التنفيذ الفعلي لأحكام القانون العضوي 18-15 المتعلق بقوانين المالية ونصوصه التنفيذية بما يجعل 2023 سنة تنفيذ الإصلاح. وأكد كسالي، خلال مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة بموجب قانون المالية 2023 لمختلف الدوائر الوزارية الخميس، أن تسليم وثائق البرمجة الأولية للاعتمادات المرفقة بمقررات تبليغ الاعتمادات المالية لنفقات الاستثمار للسنة المالية 2023، تأتي بعد صدور قانون المالية لسنة 2023 الذي تمت مناقشته والمصادقة عليه بنمط البرامج، موضحاً أن الوزارة كانت في الموعد في عملية توزيع الاعتمادات المالية تجسيدا لالتزامات التحكم في تسيرها والتأثير على وتيرتها وعلى مستوى تنفيذها تأثيراً إيجابياً وكذا تحقيق الأهداف المسطرة.



أكد تخصيص 350 مليار دينار للتكفل بالعملية.. مدير عام الميزانية:

زيادات في أجور 2.8 مليون موظف شهر مارس بأثر رجعي

أكد المدير العام للميزانية بوزارة المالية، عبد العزيز فايد، أول أمس، على رصد 350 مليار دينار كميزانية في إطار قانون المالية لسنة 2023، للتكفل بزيادات أجور 2,8 مليون عامل في التوظيف العمومي. وقال فايد، على هامش مراسم توزيع التخصيصات الميزانية لمختلف الدوائر الوزارية والمؤسسات العمومية في إطار قانون المالية 2023، إن نفس الميزانية ستخصص خلال سنة 2024 للتكفل بأجور موظفي التوظيف العمومي، مشيراً إلى أن هذه الزيادة في الأجور ستدفع خلال شهر مارس القادمو بأثر رجعي يحتسب ابتداء من جانفي الجاري.



70 ألف مليارا لزيادة أجور الموظفين خلال عامين

دفع الرواتب الجديدة مارس المقبل بأثر رجعي

أكد المدير العام للميزانية بوزارة المالية، عبد العزيز فايد، الخميس بالجزائر العاصمة، أنه تم رصد ميزانية بقيمة 350 مليار دينار في إطار قانون المالية لسنة 2023 للتكفل بزيادة أجور عمال الوظيف العمومي.

AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2023

Les institutions publiques reçoivent leur portefeuille de programme

Trente-trois ministères et dix-sept établissements et instances publics ont reçu jeudi, leurs affectations financières allouées pour l'exercice 2023. Outre l'attribution de ces enveloppes budgétaires pour la toute première fois en début janvier, la distribution des portefeuilles de programme directement aux institutions publiques est également une nouveauté.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les crédits budgétaires de l'exercice 2023 ont été remis en ce début janvier, aux différents départements ministériels et institutions publiques. Une démarche qui permettra, selon le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, «une meilleure maîtrise de la gestion du budget et la réalisation des objectifs tracés».

Qualifiant 2023 de l'année des réformes, il affirme qu'elle sera le point de départ de la mise en œuvre effective des dispositions de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances ainsi que ses textes exécutifs.

«Le nouveau régime budgétaire permettra une gestion plus transparente et efficace, et ce, à travers les différentes réformes opérées par le ministère des Finances pour soutenir et renforcer ce régime, telles la révision du code des marchés publics et la mise en place de la loi de partenariat public-privé afin d'établir plus de transparence et d'efficacité dans les procédures liées à la demande publique, d'améliorer le climat d'investissement et de diversifier les ressources du Trésor public», a-t-il expliqué, lors de la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux

différents départements ministériels, tenue jeudi, au Centre international des conférences (CIC), à Alger.

Brahim Djamel Kassali a évoqué à cet effet la révision de la loi relative à la comptabilité publique afin de «définir les modalités d'opérer trois comptabilités: budgétaire, générale et d'analyse des coûts conformément aux principes de la loi organique 18-15» ainsi que celle de l'ordonnance 11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit dans le but de «mieux s'adapter aux développements éco-

nomiques mondiaux et satisfaire les besoins de la réforme économique attendue qui améliore la performance des institutions économiques et assure un cadre de vie décent au citoyen».

Le ministre des Finances a fait rappeler, par ailleurs, l'organisation d'une vaste opération de formation au profit des formateurs et des acteurs du budget de l'État à travers tout le pays en novembre 2022, dans l'objectif de renforcer les concepts acquis et répondre aux préoccupations soulevées.

L'entrée en vigueur de la mise en œuvre de la constitution financière du pays, soit la loi organique 18-15 du 10 septembre 2018, est pour le directeur général du budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd, un événement très important dans la vie de l'Algérie. «C'est un jour historique pour notre pays», dit-il. Il fait remarquer à l'occasion, que



la distribution des enveloppes budgétaires aux institutions publiques est une première. «Elles figuraient avant dans le chapitre des charges communes du budget de l'État. À

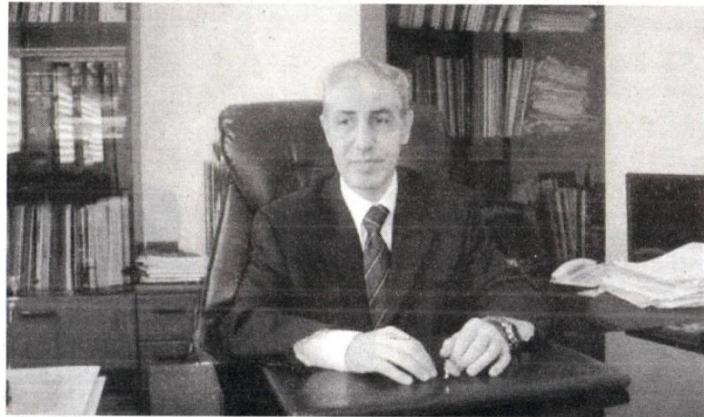
partir de cette année, chaque institution publique va recevoir son budget programme au même titre que les ministères», explique-t-il.

Ry. N.

Remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels.

La cérémonie de remise des affectations budgétaires, décidées dans la loi de finances 2023 qui établit pour la première fois un budget basé sur des programmes et la performance, s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation. Dans son allocution, à cette occasion, M. Kassali a affirmé que «la remise des documents de la programmation préliminaire des affectations, auxquels sont jointes des décisions de notification des affectations financières des dépenses d'investissement pour l'exercice 2023, vient après la publication de LF 2023 et son adoption par le type "Programmes"». Il a assuré que la LF 2023 n'est pas comme les années précédentes, car elle sera le point de départ de la mise en œuvre effective des dispositions de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances ainsi que ces textes exécutifs, relevant que l'année 2023 sera celle de la mise en œuvre des réformes. Le ministre a précisé que «le ministère a été



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali

au rendez-vous quant à la distribution des affectations financières durant la première semaine du mois de janvier», et ce, explique-t-il, en vue de concrétiser «notre engagement et volonté pour une meilleure maîtrise de sa gestion et laisser un impact positif sur sa cadence de la mise en œuvre ainsi que la réalisation des objectifs tracés». Par ailleurs, M. Kassali a souligné que «le nouveau régime budgétaire permettra une gestion

plus transparente et efficace de ces affectations, et ce après les différentes réformes opérées par le ministère des Finances pour soutenir et renforcer ce régime, à l'instar de la révision du Code des marchés publics et la création de la loi de partenariat public-privé». Le ministre a rappelé, dans ce sens, la révision de la loi relative à la comptabilité publique en vue de définir les modalités d'opérer trois comptabilités : budgétaire, géné-

rale et d'analyse des coûts (CAC) conformément aux principes de la loi organique 15-18. La révision a touché aussi l'ordonnance 11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit dans l'objectif de «mieux s'adapter aux développements économiques mondiaux et satisfaire les besoins de la réforme économique escomptée pour promouvoir la performance institutionnelle économique». En outre, une grande opération

de formation a été organisée au profit des formateurs et des acteurs du budget d'Etat à travers tout le pays dans le souci de renforcer les concepts acquis et répondre aux préoccupations soulevées, ajoute le ministre. De son côté, le directeur général du budget, Abdelaziz Faïd, a salué la mise en œuvre du nouveau cadre budgétaire en vertu de la loi organique 15-18 relative aux lois des finances, estimant que ce «système se vult une Constitution pour les finances de l'Etat, étant un fournisseur de données adaptées aux meilleurs pratiques et normes internationales».

La loi organique, poursuit-il, a consacré un nouveau système de gestion basé sur les résultats et la performance mais comportant aussi tous les aspects de la bonne gouvernance, notamment les estimations à moyen terme, la précision du budget, la rigueur, la gouvernance, le contrôle des dépenses publiques et l'évaluation. Selon les chiffres avancés par le DG du budget, 50 portefeuilles de programmes ont été distribués, dont 33 destinés aux ministères et 17 aux établissements et instances publiques.

Des exposés sur la réforme budgétaire selon la loi organique relative aux lois de finances ont été présentés outre la projection d'un film documentaire sur la réforme budgétaire.

PHOTO : DR

قال إنها انطلاقة لتنفيذ القانون العضوي لقوانين المالية .. كسالي: السنة المالية 2023 مختلفة عن سابقتها

محاسبات ممثلة في محاسبة ميزانية، ومحاسبة عامة ومحاسبة تحليل التكاليف الذي يتماشى مع مبادئ القانون العضوي 15-18.

كما تم مراجعة الأمر 03-11 المؤرخ في 26 أوت 2003 المتعلق بالنقد والقرض، قصد التكيف بشكل أفضل مع التطورات الاقتصادية العالمية، وتلبية متطلبات الإصلاح الاقتصادي المتوقع الذي يحسن أداء المؤسسات الاقتصادية.

كما ذكر الوزير، بعملية التكوين التي شملت في المرحلة الأولى المكونين ثم جميع الفاعلين في ميزانية الدولة ابتداء من نوفمبر الفارط، عبر كافة التراب الوطني بهدف تعزيز المفاهيم المكتسبة والإجابة على الانشغالات المطروحة.

من جانبه أشاد المدير العام للميزانية عبد العزيز فايد، بتنفيذ الإطار الميزانياتي الجديد بموجب القانون العضوي 15-18 المتعلق بقوانين المالية. معتبرا أن هذا النظام هو بمثابة دستور لمالية الدولة يقدم مستجدات رئيسية تتماشى مع أفضل الممارسات والمعايير الدولية.

وكرس القانون العضوي نظام تسيير جديد قائم على النتائج والأداء ويضم جميع جوانب الحكم الراشد، خاصة التقدير على المدى المتوسط، وحسب الأرقام التي قدمها المدير العام للميزانية، تم توزيع 50 محفظة برامج خصصت 33 منها للوزارات و17 للمؤسسات والهيئات العمومية.

أبرز وزير المالية، ابراهيم جمال كسالي، أن السنة المالية 2023 ليست كسابقتها كونها بداية التنفيذ الفعلي لأحكام القانون العضوي 15-18 المتعلق بقوانين المالية ونصوصه التنفيذية بما يجعل 2023 سنة تنفيذ الإصلاح.

وأكد كسالي، خلال مراسم تسليم الاعتمادات المالية المخصصة بموجب قانون المالية 2023 لمختلف الدوائر الوزارية الخميس، أن تسليم وثائق البرمجة الأولية للاعتمادات المرفقة بمقررات تبليغ الاعتمادات المالية لنفقات الاستثمار للسنة المالية 2023، تأتي بعد صدور قانون المالية لسنة 2023 الذي تمت مناقشته والمصادقة عليه بنمط البرامج، موضحا أن الوزارة كانت في الموعد في عملية توزيع الاعتمادات المالية تجسيدا للالتزامات التحكم في تسييرها والتأثير على وتيرتها وعلى مستوى تنفيذها تأثيرا إيجابيا وكذا تحقيق الأهداف المسطرة.

وأبرز وزير المالية، أن النظام الميزانياتي الجديد سيسمح بتسيير أكثر شفافية ونجاعة لهذه الاعتمادات، بعد سلسلة الإصلاحات التي قامت بها وزارة المالية، لدعم وتعزيز هذا النظام كمراجعة قانون الصفقات العمومية، واستحداث قانون الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

وذكر الوزير، بمراجعة قانون المحاسبة العمومية لتحديد كفاءات إجراء ثلاثة

أكد تخصيص 350 مليار دينار للتكفل بالعملية.. مدير عام الميزانية؛

زيادات في أجور 2.8 مليون موظف شهر مارس بأثر رجعي

أكد المدير العام للميزانية بوزارة المالية، عبد العزيز فايد، أول أمس، على رصد 350 مليار دينار كميزانية في إطار قانون المالية لسنة 2023، للتكفل بزيادات أجور 2.8 مليون عامل في الوظيفة العمومي.

وقال فايد، على هامش مراسم توزيع التخصيصات الميزانية لمختلف الدوائر الوزارية والمؤسسات العمومية في إطار قانون المالية 2023، إن نفس الميزانية ستخصص خلال سنة 2024 للتكفل بأجور موظفي الوظيفة العمومي، مشيراً إلى أن هذه الزيادة في الأجور ستدفع خلال شهر مارس القادمو بأثر رجعي يحتسب ابتداء من جانفي الجاري.

وأكد بخصوص كفاءات تطبيق زيادة الأجور أن السلطات، قررت مراجعة عدد النقاط الاستدلالية بإضافة 75 نقطة في 2023 و 75 أخرى في 2024. وأضاف أنه لم يتم اختيار قيمة النقطة الاستدلالية لأن مثل هذا الإجراء سيكون أساساً لفائدة الأجور

العالية، لكن بهذه الطريقة في زيادة التقاط الاستدلالية ستكون الزيادة لفائدة الأجور المنخفضة أساساً.

رفع التجميد عن أزيد من 300 مشروع

ومن المرتقب في إطار قانون المالية 2023 "رفع التجميد عن أكثر من 300 مشروع عمومي موقف منذ سنتي 2014 و2015. وأكد فايد، على أن الدولة "ستشرع تدريجياً في رفع التجميد عن المشاريع المتوقفة بسبب أزمة 2014"، مشيراً إلى تخصيص في إطار قانون المالية 2023، غلظاً مالياً بقيمة 120 مليار دينار للمشاريع المجمدة في العديد من القطاعات الاجتماعية والاقتصادية خاصة في قطاعات التربية والصحة والنقل والأشغال العمومية والثقافة.

وذكر المدير العام للميزانية، أنه "لأول مرة في الجزائر يتم منح تخصيصات وقروض خلال أول أسبوع من شهر جانفي لصالح الوزارات والقطاعات المعنية". ووصف السيد فايد، القانون العضوي 15-18 "بالدستور المالي"، مؤكداً أن هذا

النص الإصلاحي سيحدث تعديلات في مجال تسيير المالية العامة في قطاعات أخرى". وتطرق المتحدث إلى حجم النفقات المرتقبة في إطار قانون المالية 2023، مضيفاً أنها تعكس توجهات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، وبرنامج الحكومة الهادف إلى تحسين القدرة الشرائية للمواطنين وتحقيق الإنعاش الاقتصادي من خلال الاستثمارات.

وأشاد في معرض حديثه بقانون المالية 2023 الذي "يأتي في سياق خاص بعد الأزمات الاقتصادية وجائحة كوفيد-19"، يتضمن العديد من الإجراءات الاستدراكية الهادفة للتهديئة الاجتماعية مشجعة إعادة إطلاق الاستثمار ومختلف إصلاحات الدولة.

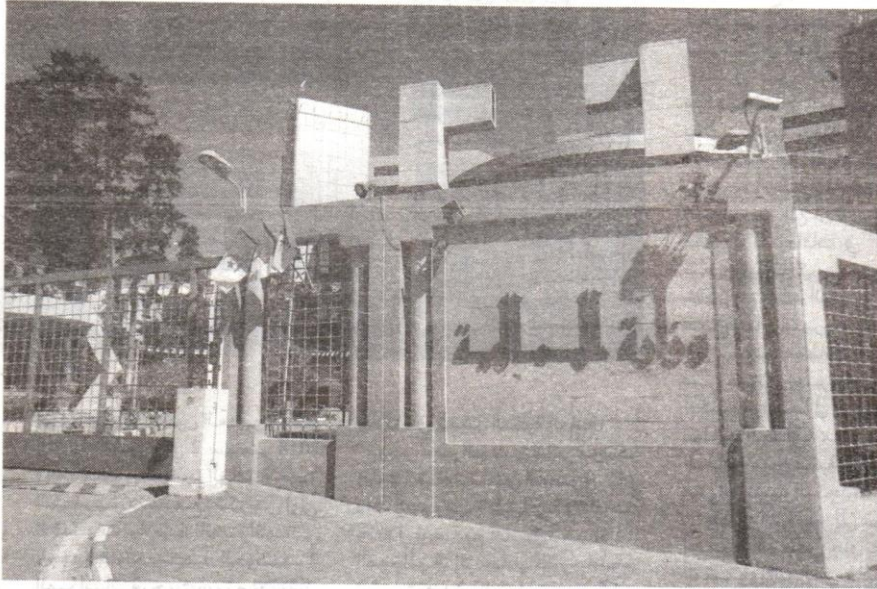
وذكر فايد، بمبلغ النفقات التي يتضمنها قانون المالية 2023 في حدود 13.700 مليار دينار من بينها 640 مليار دينار موجهة لدعم مختلف المواد الأساسية وذات الاستهلاك الواسع.

تفاصيل رفع رواتب الموظفين العمومي

700 مليار دينار لزيادة الأجور

• 120 مليار دينار للمشاريع المجمدة في التربية والصحة والنقل والأشغال العمومية والثقافة

كشف المدير العام للميزانية بوزارة المالية، عبد العزيز فايد، أن الأثر المالي للزيادات في الأجور هذا العام بلغ 350 مليار دينار لفائدة 2.8 مليون عامل في الوظيفة العمومي، بداية من مارس 2023 وبأثر رجعي من جانفي الجاري، وهو نفس الغلاف الذي سيتم رصده لرفع رواتب هؤلاء الموظفين في 2024، فيما أشار إلى أن عدد النقاط الاستدلالية ارتفع إلى 75 نقطة هذه السنة و75 أخرى في 2024، مشددا على أن خيار زيادة عدد النقاط الاستدلالية هو لفائدة الأجور المنخفضة أساسا، لأن رفع القيمة "سيكون أساسا لفائدة الرواتب العالية".



خيار زيادة عدد النقاط الاستدلالية لفائدة الأجور المنخفضة أساسا

خيرة لعروسي

● قال المدير العام للميزانية بوزارة المالية، عبد العزيز فايد، على هامش مراسم توزيع التخصيصات الميزانية لمختلف الدوائر الميزانية والمؤسسات العمومية في إطار قانون المالية 2023، إن نفس الميزانية الموجهة للزيادات في الأجور لسنة 2023 ستخصص خلال سنة 2024 للتكفل برواتب مستخدمي الوظيفة العمومي، مشيرا إلى أن الزيادة في الأجور ستدفع خلال شهر مارس القادم بأثر رجعي يحاسب ابتداء من جانفي 2023.

وبخصوص كميّات تطبيق زيادات الأجور، أكد ذات المسؤول أن السلطات قررت مراجعة عدد النقاط الاستدلالية، بإضافة 75 نقطة في 2023 و75 أخرى في 2024، وقال "لم نختر قيمة النقطة الاستدلالية لأن مثل هذا الإجراء سيكون أساسا لفائدة الأجور العالية، لكن بهذه الطريقة في زيادة النقاط الاستدلالية ستكون الزيادة لفائدة الأجور المنخفضة أساسا".

وفي سياق ذي صلة، من المرتقب في إطار قانون المالية 2023 رفع التجميد عن أكثر من 300 مشروع عمومي متوقف منذ سنتي 2014 و2015، حسب ممثل وزارة المالية، مشيرا إلى أن الدولة ستشرع تدريجيا في رفع التجميد عن المشاريع

الاقتصادي من خلال الاستثمارات، مشيرا إلى قانون المالية 2023 يأتي في سياق خاص، بعمد الأزمات الاقتصادية وجائحة كوفيد-19، كونه يتضمن العديد من الإجراءات الاستدراكية الهادفة إلى التهدئة الاجتماعية والمشجعة لإعادة إطلاق الاستثمار ومختلف إصلاحات الدولة.

وأعلن في هذا الإطار أن مبلغ النفقات التي يتضمنها قانون المالية 2023 في حدود 13.700 مليار دينار من بينها 640 مليار دينار موجهة للدعم.

لدخول القانون العضوي 18-15 لـ 2 سبتمبر 2018 المتعلق بقوانين المالية حيز التنفيذ، حيث وصفه "بالدستور المالي"، مؤكدا أن "هذا النص الإصلاحي سيحدث تعديلات في مجال تسيير المالية العامة في قطاعات أخرى".

وتطرق ذات المسؤول إلى حجم النفقات المرتقبة في إطار قانون المالية 2023 وقال إنها تعكس توجيهات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون وبرنامج الحكومة الهادف إلى تحسين القدرة الشرائية للمواطنين وتحقيق الإنعاش

المتوقعة بسبب "أزمة" 2014، وأعلن أنه في إطار قانون المالية 2023 تم رصد غلاف مالي يقدر بـ 120 مليار دينار للمشاريع المجمدة في العديد من القطاعات الاجتماعية والاقتصادية، لاسيما التربية والصحة والنقل والأشغال العمومية والثقافة. من جهة أخرى، ذكر المدير العام للميزانية أنه لأول مرة في الجزائر يتم منح تخصيصات وقروض خلال أول أسبوع من شهر جانفي لصالح الوزارات والقطاعات المعنية، معتبرا "هذا اليوم تاريخي ويسجل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger